
[Les forêts, les peuples des forêts et le Forum social mondial 2004](#)

En général, la déforestation est perçue comme un problème environnemental, qui provoque la perte de biodiversité et qui a des impacts sur l'eau et sur le sol. Or, ce n'est là qu'une partie du problème.

En fait, les forêts sont habitées par des millions de personnes, dont la subsistance dépend des ressources qu'elles leur fournissent : des aliments, du bois, du combustible, des médicaments, des fibres, du fourrage, etc. La conservation des forêts est donc cruciale pour qu'elles puissent satisfaire les besoins de survie de ces personnes qui, en Inde seulement, sont à un nombre estimé de 150 millions.

La déforestation et la dégradation des forêts, que les gouvernements encouragent et qui découlent de l'exploitation industrielle, des barrages, des mines, de l'extraction de pétrole, de l'élevage de crevettes, de l'agriculture orientée à l'exportation, se poursuivent sans entrave dans de nombreux pays, avec des conséquences très graves pour d'innombrables personnes.

La réponse gouvernementale à la déforestation – la délimitation d'aires protégées – a elle aussi des impacts sur les forêts et sur les communautés qui en dépendent, qui sont expulsées de leurs territoires ou bien empêchées d'utiliser les ressources qu'ils renferment. Dans la plupart des cas, cette approche de la conservation est d'autant plus absurde et injuste qu'elle consiste à chasser ceux qui, des siècles durant, ont pratiqué un aménagement durable de ces forêts que l'on déclare maintenant « protégées ».

Nous avons donc estimé que le Forum social mondial devait considérer le thème des forêts, de manière à mettre en lumière ses côtés sociaux et, dans ce contexte, avancer dans le sens de la protection des forêts et des droits des peuples qui les habitent. En réunissant les peuples et les défenseurs des forêts, les activités réalisées à ce sujet, que nous résumons dans les articles ci-dessous, ont permis un échange animé d'expériences et d'idées.

Ce qui est encore plus important, c'est qu'elles ont conduit à la rédaction d'un projet de déclaration de principes (« l'initiative de Mumbai pour les forêts») qui vise à la création d'un mouvement mondial fondé sur une approche commune de la conservation des forêts et du respect des droits des peuples des forêts (voir plus loin l'article à ce sujet).

Cette approche commune part de la reconnaissance des droits des peuples des forêts et du besoin de renforcer leur rôle de gardiens et gestionnaires. De ce point de vue, le rôle principal de l'État est de créer un environnement qui permette aux communautés d'aménager leurs forêts de manière appropriée. La société civile, qui profite des services et des produits que la forêt pourvoit, doit elle aussi contribuer à aider les communautés dans leurs efforts de gestion et de conservation des forêts.

Nous sommes absolument certains que l'Initiative de Mumbai est une réponse appropriée au problème des peuples des forêts, qui souhaitent les conserver, qui ont besoin de les protéger des interventions de l'extérieur, et qui possèdent les connaissances nécessaires pour les gérer correctement. Nous espérons que tous ceux qui partagent cette approche rejoindront et renforceront

la lutte pour la conservation des forêts et pour la défense des droits de ces peuples.